

INTERNATIONAL

Syrie : deux ans de guerre et enfin la prise de conscience ?

► PRINTEMPS ARABE

Après le soulèvement des peuples tunisiens et égyptiens, en mars 2011, le printemps arabe gagne la Syrie.

► ESCALADE

Deux ans plus tard, le pays est ravagé par un conflit sans issue qui a déjà fait au moins 70 000 morts et un million de réfugiés.

► INTERVENTION ?

Hier, Londres et Paris ont exprimé leur volonté de lever l'embargo européen et de livrer – enfin ? – des armes aux rebelles.

« Liberté ! », « Dégage ! ». Lorsqu'une quinzaine de gamins syriens, inspirés par les révolutions tunisienne et égyptienne, taguent le mur de leur école, mi-mars 2011, ils sont loin d'imaginer qu'ils marqueront les débuts des hostilités en Syrie. Certains sont arrêtés, puis torturés par le régime de Bachar Al-Assad qui goûte peu la culture-graffitis. Des manifestations s'organisent, pour la libération des enfants d'abord, puis pour la liberté. C'est ainsi que la révolution est née.

Le soulèvement du peuple syrien contre « la tyrannie » surprend presque. Dès les premiers mouvements populaires, Bachar Al-Assad ordonne une répression sanglante. Mais elle ne suffit pas à dissuader les rebelles, au contraire.

La France s'engage

Vingt-quatre mois plus tard, le pays est englué dans une guerre généralisée. « Civil au départ, le conflit s'est militarisé », souligne le politologue Antoine Basbous. Et la rébellion initiale d'un peuple assoiffé de démocratie s'est trouvée flouée voire confisquée. « Au démarrage, il y a eu un soutien de l'opposition mais l'apparition des djihadistes d'Al-Nosra dans le conflit a brouillé le message. C'est cela qui a joué contre la rébellion », poursuit le directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Les 70 000 morts – selon l'ONU – et le million de réfugiés n'ont toujours pas convaincu la communauté internationale d'intervenir, bloquée par les vetos russe et chinois. Dès 2011, Barack Obama et ses alliés occidentaux ont appelé Bachar Al-Assad à partir. Mais celui-ci s'y refuse catégoriquement, préférant la stratégie du pourrissement. Hier, Laurent Fabius s'est exprimé dans les médias pour demander « aux Européens de lever l'embargo (sur les armes) pour que les résistants aient la possibilité de se défendre ». Un pro-

chain examen par l'Union européenne de cet embargo est prévu fin mai mais Français et Britanniques vont demander que la réunion soit avancée. « Il faut aller très vite », a déclaré le chef de la diplomatie française. Une intention confirmée par François Hollande, hier, à Bruxelles. De son côté, le président israélien Shimon Peres a plaidé lundi, devant le Parlement européen, en faveur de l'intervention d'une force de la Ligue arabe en Syrie : « La Ligue arabe, dont la Syrie est un Etat membre, peut former un gouvernement provisoire pour empêcher la Syrie de s'effondrer. Les Nations unies doivent soutenir une force de casques bleus arabes. On ne peut rester les bras croisés alors que le président syrien massacre son propre peuple et ses enfants. » La France et la Grande-Bretagne semblent avoir pris la mesure de l'urgence. Espérons que les autres suivent. ■ D. D'HAENENS

LE CRI D'ALARME DES HUMANITAIRES

L'aide humanitaire est dans l'impasse. Médecins sans frontières et d'autres organismes lancent un appel.

Les humanitaires montent au créneau à l'occasion des deux ans du conflit syrien. Il y a quelques jours, Médecins sans frontières a, le premier, tiré la sonnette d'alarme. L'ONG décrit une situation de chaos, des personnes blessées qui « évitent d'aller dans les hôpitaux publics de peur d'y être torturées ou arrêtées ». Résultat : « Les premiers soins sont dispensés dans des hôpitaux de fortune situés près des zones d'affrontements. » Dans des caves, des maisons individuelles, des fermes, des bunkers souterrains... Une dizaine d'ONG internationales interviennent en Syrie, dans les territoires insurgés, mais les autorités refusent de délivrer une autorisation à Médecins sans frontières dans les zones gouvernementales. Depuis juin 2012, l'ONG est parvenue à mettre en place trois hôpitaux de fortune

dans le Nord du pays, des territoires « échappant au contrôle du gouvernement » : « Les forces de sécurité syriennes, qui ont la maîtrise des airs, prennent pour cible les centres de soins. » MSF témoigne aussi d'un état de terreur, « d'une violence qui touche directement les populations civiles », et d'habitants « quasiment privés d'assistance et abandonnés à leur sort ». Le système de santé, autrefois performant, s'est totalement effondré. Un million de réfugiés auraient fui ou seraient en passe de le faire dans les pays voisins, au Liban, en Jordanie, en Turquie ou en Irak. Enfin, les pays occidentaux sont montrés du doigt. Handicap international dénonce « la révolte paralysée » et « la passivité » de la communauté internationale, « qui a renoncé à son devoir de protéger les populations civiles ». MSF fustige les moyens insuffisants mobilisés (« L'aide apportée est dérisoire au regard des besoins »). Fin janvier, « une soixantaine de pays ont promis plus de 1,5 milliard. (...) Toutefois, à la date du 19 février, le plan d'action de l'ONU n'était financé qu'à hauteur de 20 % ». ■ M. DEL.

EN CHIFFRES ET EN IMAGES

70 000 MORTS

C'est le nombre de victimes recensées par l'ONU.

UN MILLION

La semaine dernière, le cap du million de réfugiés a été dépassé.

MOBILISATION

Jean-Claude Casadesus, Stéphane Hessel, Jane Birkin, Michel Piccoli... Vingt personnalités consacrent « Deux minutes pour la Syrie » et prêtent leur voix à des images de citoyens syriens pour dire « Stop ». ► « France diplo TV » sur YouTube.

Une vague blanche pour la Syrie, aujourd'hui de 19 h à 19 h 30. Des rassemblements, partout en France, sont organisés pour participer à l'initiative internationale de soutien au peuple syrien. À Lille, rendez-vous à la gare Saint-Sauveur.

« Le conflit syrien provoque des fractures régionales »

Antoine Basbous est directeur de l'Observatoire des pays arabes, auteur de *Le tsunami arabe* (Fayard).

Pourquoi la communauté internationale n'intervient-elle pas, comme elle l'a fait en Libye ?

« La Russie et la Chine ont opposé leur droit de veto. Donc, toute action unilatérale n'aurait pas la légitimité que lui confère une résolution du conseil de sécurité de l'ONU. Mais, pour tout dire, la Syrie fait peur parce qu'elle est à la frontière de plusieurs conflits. Il y a d'abord un conflit syro-syrien entre le peuple, qui réclame à l'origine sa liberté, et une crise militari-

sée par le régime, dans laquelle sont intervenus des éléments djihadistes étrangers qui ont parasité la rébellion. Cette rébellion, civile au début, est devenue, au bout de six mois, une rébellion militarisée. »

Un conflit qui dépasse largement les frontières du pays...

« D'un côté, il y a une minorité alaouite (dont Assad est issu) qui exerce sa dictature et, en face, il y a une majorité de sunnites qui réclament le changement. Les puissances régionales s'alignent sur les antagonistes et leurs dérives confessionnelles selon un axe chiite-sunnite. Les Alaouites, proches des chiites, sont soutenus par l'Iran, le gouvernement chiite en Irak et le

Hezbollah au Liban et par Moscou. De l'autre côté, la majorité sunnite reçoit le soutien de la Turquie, des pays arabes du Golfe, de l'Égypte et la sympathie de l'Occident. »

Que fait l'Europe ?

« Pour l'instant, les pays européens se sont payés de mots, en soutenant l'opposition verbalement mais sans lui donner les moyens de vaincre et de devancer les djihadistes (al-Nosra). Par exemple, on ne lui a pas livré les missiles sol-air qui lui aurait permis de priver Assad de son aviation militaire : celui-ci bombarde les quartiers rebelles et les villes qui lui échappent. »

Est-ce la peur des représailles qui paralyse l'Europe ?

« Le Front al-Nosra est un cousin d'Al-Qaïda. Les pays européens ne veulent pas réitérer l'expérience de l'Afghanistan en fournissant des missiles sol-air que l'on retrouverait finalement aux mains de l'ennemi. Pourtant, ils auraient pu le faire au compte-goutte, en formant des gens de confiance, en surveillant les résultats... Il y avait des moyens de les aider sans perdre le fil de cette aide.

D'autant que, pendant ce temps, Assad continue, lui, d'obtenir toutes les armes qu'il lui faut de la Russie. Tout comme les radicaux du Front al-Nosra, qui reçoivent de l'armement, du financement et se structurent pour instaurer une autorité civile et gérer les zones libérées où ils vont instaurer la charia, la loi islamique.

Assad et Le Front al-Nosra s'emparent de l'espace public. Les dégâts sont énormes. Le million de réfugiés a été dépassé, déstabilisant les pays voisins. C'est une catastrophe annoncée. »

Peut-on imaginer une issue ?

« L'opposition peine à se structurer. Elle n'a pas de leader, pas de feuille de route. Son chef avait, une semaine avant son élection en novembre, publié une fatwa sur la masturbation. Est-il le plus indiqué pour jouer ce rôle géopolitique, d'homme d'État pour sauver la Syrie ? Je ne suis pas sûr.

D'un autre côté, beaucoup de gens se sont interrogés : entre Assad et al-Nosra, qu'est-ce qui est mieux ? Il y a un brouillage des lignes qui est en train de déboucher sur la partition de la Syrie et sur une boucherie à ciel ouvert, avec des débordements à l'échelle régionale. C'est une catastrophe humanitaire.

La solution politique n'est pas à l'ordre du jour puisqu'Assad et ses parrains la rejettent. La seule chose qui se passera peut-être, c'est qu'à un moment donné, pour



Les dégâts sont énormes. Le million de réfugiés a été dépassé, déstabilisant les pays voisins. »

pacifier ce pays, le conseil de sécurité votera une résolution pour envoyer des casques bleus pour s'interposer entre les Syriens. »

Est-ce la fin de la Syrie ?

« Depuis deux ans, nous assistons à l'éclatement de la Syrie en trois entités : l'entité kurde adossée au Kurdistan irakien qui a gagné son autonomie ; le centre et le nord-est où la rébellion marque des points tous les jours ; les Alaouites sur la côte qui cherchent à annexer la ville de Homs, passage stratégique pour une jonction avec le Hezbollah au Liban.

Le sort de Damas cristallise tous les combats. Cette partition arrange la Russie et l'Iran qui veulent garder leur influence sur une partie de la Syrie. Nous sommes en train d'assister à la fin de l'accord Sykes-Picot de 1916 qui avait dessiné les frontières de la Syrie et des pays voisins. Cette division de la Syrie va sans doute provoquer des répliques régionales qui d'ores et déjà font trembler et l'Irak et le Liban. » ■ RECUEILLIS PAR D. D'H.

Syrie : deux ans de guerre civile

1 100 579 réfugiés au 11 mars 2013

